



Le 18 Aout 2010,

Objet : validation des trimestres d'apprentissage et d'élève SNCF.

Cher collègue et cher camarade, ancien apprenti

Nous avons été saisis depuis plusieurs mois de nombreuses réclamations émanant de cheminots, ex-apprentis et ex-élèves. Elles concernent l'absence de validation par la CNAV du nombre de leurs trimestres d'apprentissage ou d'élève. Les différents contacts pris par notre fédération syndicale auprès de la CNAV, de la CPRP SNCF et de la Direction SNCF font apparaître deux causes à cette non-validation :

- ⇒ **Des erreurs dans l'établissement des relevés établis par la CNAV** : erreurs de saisies, erreurs dans l'imputation des sommes versées par l'Etat, insuffisance ou même absence de reversement par l'Etat des sommes qu'il s'était engagé à prendre en charge. Pour la direction SNCF, la demande de rectification de ces erreurs ne peut-être qu'une démarche individuelle, d'abord auprès de la CRAM du lieu d'apprentissage puis de la CNAV et seulement en cas d'échec de ces démarches et fourniture au CMGA d'un dossier complet (feuilles de paye, justificatifs des démarches engagées) elle s'engage à intervenir auprès de la CNAV pour obtenir la rectification des erreurs constatées. Elle a adressé un courrier à chaque ex-apprenti pour l'informer des formalités nécessaires.
- ⇒ **A partir de 1979, une ordonnance gouvernementale instaure une assiette de cotisation très inférieure aux salaires réellement perçus et excluant les primes semestrielles.** En ne retenant plus qu'une part forfaitaire du SMIC, ce changement d'assiette de cotisation limite de façon drastique le nombre de trimestres pouvant être validés. (200h de SMIC sont nécessaires sur une année civile pour valider un trimestre). **Pour beaucoup d'ex-apprentis et ex-élèves, seuls trois trimestres peuvent être validés sur les huit réellement effectués.**

D'une part les erreurs constatées engendrent d'importantes différences entre les différentes promotions et même entre ex-élèves et ex-apprentis d'une même promotion ; d'autre part cette situation les oblige, pour obtenir les rectifications nécessaires, à ce que la direction SNCF qualifie elle-même de « *véritable parcours du combattant* ».

Le changement d'assiette de cotisation pénalise fortement les promotions postérieures à 1978 et constitue une véritable discrimination par rapport aux générations précédentes qui validaient, elles, la totalité des trimestres.

Les conséquences qui en résultent pour les cheminots et cheminotes concerné-e-s sont lourdes. Pour beaucoup, ce sont cinq trimestres de décote supplémentaires. Ainsi, l'augmentation de traitement négociée lors de la réforme du régime spécial en 2007 de 2% à 55 ans est réduite à 0,75%. Leur retraite de la CNAV à 65 ans sera en plus fortement amputée.

Un ex-apprenti qui partira en retraite en 2012 à 55 ans avec un salaire liquidable mensuel de 2000€ perdra, outre les effets des contre réformes successives, 7,23% de sa retraite CPRP soit 107€ mensuels auxquels il faut ajouter environ 50€ sur la retraite sécu à 65 ans.

Cette forte pénalisation s'ajoute à l'allongement de la durée de cotisation et à la mise en place de la décote. Elle est donc ressentie à juste titre comme une troisième peine par des agents qui ont les carrières les plus longues de l'entreprise et dont chacun loue la qualité de service et l'apport au fonctionnement du service public ferroviaire.

Elle est en totale contradiction avec l'esprit même de la négociation tripartite état, direction SNCF et organisations syndicales de fin 2007 où il était évident pour tous que l'ensemble des trimestres d'apprentissage et d'élève étaient pris en compte pour le calcul de la décote et venaient minorer celle-ci tout en majorant de 2% le traitement pris en compte dans le calcul du salaire liquidable.

Ces mesures permettaient de compenser partiellement l'absence de ces trimestres dans les annuités prises en compte pour le calcul de la retraite du régime spécial. A aucun moment, ni la direction SNCF, ni la direction de la Sécurité Sociale n'ont fait état d'une possible non-validation qui réduirait la portée des mesures prises. **Nous avons fait faire part au ministère du travail à la direction SNCF et à la CPRP du sentiment d'injustice et du profond mécontentement qu'induit cette situation chez les cheminot-e-s concerné-e-s.**

Concernant la validation des trimestres, SUD-Rail a formulé les revendications suivantes :

- ➔ La première (et vraie) solution est de revenir sur la contre-réforme de 2007 en rétablissant les 37,5 annuités nécessaires pour une retraite à taux plein et en supprimant la décote.
- ➔ D'autre part, nous demandons, soutenu par de nombreux ex-apprentis et ex-élèves, la prise en compte des années d'apprentissage dans la retraite CPRP. Cette prise en compte pourrait se faire en portant à 0,675% par trimestre d'apprentissage effectué, l'augmentation de 0,25% par trimestre validé accordée à 55 ans (50 ans pour les ADC) aux ex-apprentis en 2007.
- ➔ L'assiette de cotisation prise en compte doit porter sur les salaires et primes semestrielles réellement versés et non sur une base forfaitaire.

Concernant les erreurs constatées :

- ⇒ Compte tenu du nombre d'agents concernés (plusieurs milliers), du nombre d'organismes concernés, de la complexité des dossiers, nous demandons, si les critères de validations devaient rester ce qu'ils sont, **qu'une cellule de crise soit créée**, regroupant l'ensemble des organismes, devenant l'interlocuteur **unique** des ex-apprentis et ex-élèves, et reprenant l'ensemble des dossiers, sans qu'il soit nécessaire de multiplier les réclamations individuelles (ce qui risque de laisser un certain nombre de cas sur la touche par méconnaissance ou découragement). Pour la direction, « *cela serait souhaitable mais ... non réalisable* » !
- ⇒ Nous avons demandé que le courrier aux ex-apprentis et ex-élèves soit plus explicatif sur les causes de la situation et que d'autre part le nécessaire soit fait auprès de la Sécu pour sensibiliser la CNAV et les CRAM sur le sujet et permettre donc d'anticiper les réponses et les solutions à apporter aux réclamations.
- ⇒ **Ces deux demandes ont été acceptées par la direction.**

SUD-Rail a proposé aux autres syndicats une démarche collective face à cette situation.

Une première rencontre a permis de déboucher sur un courrier unitaire au ministère du travail. Tout en maintenant ses revendications propres et pour permettre une dynamique unitaire SUD-Rail a proposé de mettre en avant une revendication commune : **nous demandons au gouvernement de prendre aujourd'hui une mesure exceptionnelle pour rendre justice aux agents et les rétablir dans tous leurs droits pour la retraite.** La seule qui nous paraît équitable consiste à minima à valider les huit trimestres d'apprentissage ou d'élève et à leur accorder sans restriction les 2% d'augmentation de traitement à 55 ans octroyés aux ex-apprentis et élèves lors des négociations de fin 2007.

Si le gouvernement devait maintenir sa position et refuser de rendre justice aux ex-apprentis et élèves, nous proposerons aux autres organisations syndicales l'organisation d'une pétition nationale et un rassemblement des ex-apprentis lors du Conseil d'Administration de la CPRP le 15 décembre.

Si SUD-rail entend jouer son rôle d'outil syndical au service des revendications des ex-apprentis notamment en terme d'information, d'organisation et de représentation auprès des divers organismes, il certain que c'est l'engagement massif et l'expression de chacun dans les diverses démarches engagées qui pourra convaincre le gouvernement à rendre justice aux ex-apprentis et élèves. D'autre part SUD-Rail travaille avec dans le cadre de l'Union syndicale Solidaires pour une intervention interprofessionnelle.

Pour l'heure, SUD-Rail se tient à ta disposition pour toute information ou démarche dont tu pourrais avoir besoin. Nous vous joignons le compte rendu de l'audience que nous a accordée la direction SNCF sur le sujet, un tract SUD-Rail récapitulant les diverses informations obtenues, le courrier unitaire au Ministère du travail et le simulateur (sur les critères de 2007/2008) que SUD-Rail a mis au point pour te permettre de mesurer les pertes occasionner par la non-validation des trimestres.

En espérant que les informations ci-dessus te seront utiles et te retrouver bientôt dans l'action pour que **justice soit rendue aux ex-apprentis et élèves**, nous t'adressons, cher collègue, cher camarade, nos salutations syndicalistes.

Pour la fédération des syndicats SUD-Rail : *Christian Mahieux - Roger Zarini*